

Depuis Charlie, la République a vécu le meilleur comme le pire

Sébastien Crépel / Jeudi, 7 Janvier, 2016 / L'Humanité



Photo : Maurizio Gambarini/DPA

L'année 2015 a été marquée contradictoirement par la réappropriation par les citoyens des symboles de la République pour défendre la liberté, et la dérive sécuritaire du pouvoir menée en son nom, avec le projet de constitutionnaliser l'état d'urgence et la déchéance de nationalité.

Quand retentissent les coups de feu dans les locaux de Charlie Hebdo, au matin du 7 janvier 2015, les Français ne savent pas encore que l'année qui commence sera placée sous le signe d'un double phénomène. Celui des retrouvailles de tout un peuple célébrant la liberté face à l'intolérance qui culmineront après les attentats du 13 novembre. Et celui d'une dérive sécuritaire du pouvoir inégalée jusqu'alors, porteuse de dangers liberticides avec le projet de constitutionnaliser l'état d'urgence, et de germes d'intolérance avec celui d'y adjoindre la possibilité de déchoir de leur nationalité française tous les binationaux, ce qui entérinerait l'existence de deux catégories de Français.

Le point commun de ce mouvement contradictoire : l'invocation, dans un cas comme dans l'autre, de la nécessité de défendre la République et ses « valeurs », pour vaincre la peur et le risque du repli sur soi d'un côté, pour faire « la guerre contre le terrorisme » de l'autre, une expression ressassée dans une véritable opération de communication et de propagande du gouvernement.

Derrière l'unité, une République qui montre ses fractures

La tuerie de Charlie Hebdo a marqué un tournant dans l'opinion, avec la réappropriation visible dans l'espace public des mots et des symboles de la République par les citoyens eux-mêmes. Deux jours après les manifestations impressionnantes du 11 janvier, la séance d'hommage de l'Assemblée nationale aux victimes des attentats se conclut par une Marseillaise retentissante. L'image, pourtant, ne va pas résister à la réalité. Derrière l'unité affichée des Français marchant contre la barbarie derrière une ribambelle de chefs d'État dont la présence a été imposée par François Hollande, la République va surtout montrer ses fractures. Fracture sociale, d'abord, avec la sous-représentation de la France des cités populaires dont une part ne trouve pas sa place dans ces défilés. « Ce que je constate, ce jour-là, c'est une surmobilisation des catégories moyennes et supérieures de la société, et en particulier de la partie de la France qui est de tradition catholique, lance, en mai, comme un pavé dans la vitrine, l'historien et démographe Emmanuel Todd, avec son livre *Qui est Charlie ?* (Seuil). Ce que la manifestation du 11 janvier, dans sa structure, exprimait, c'était en fait une République d'exclusion. Les milieux populaires n'étaient pas là. Les gosses des banlieues, les gosses d'origine immigrée n'étaient pas là. »

Faut-il voir pour autant dans le 11 janvier, à la suite d'Emmanuel Todd, un « flash totalitaire » durant lequel une partie de la France impose ses vues, réduisant l'autre partie au silence ? Dans les faits, les déclarations d'hostilité à Charlie ou de compréhension des motivations des terroristes sont demeurées extrêmement minoritaires. Mais la réponse du pouvoir, elle, donne déjà le ton d'un raidissement autoritaire inquiétant : « Même là où il n'y a pas eu d'incident, il y a eu de trop nombreux questionnements de la part des élèves, soutient ainsi la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, le 14 janvier. Ces questions nous sont insupportables. »

Entre les mots et les actes, □ le grand écart du pouvoir

Reste un constat : la République dysfonctionne, car elle n'assure plus sa promesse d'égalité et d'inclusion des citoyens et des territoires, nourrissant en retour les replis communautaires et l'isolement qui forment un terreau idéal pour le recrutement de futurs djihadistes. « La République au sens où on l'entendait, c'était un système censé être pour tout le monde, souligne encore Emmanuel Todd. C'était associé à l'idée de suffrage universel, d'une gestion en tout cas, pour la République sociale d'après-guerre, de l'économie dans l'intérêt de l'ensemble de la population. C'était une République à laquelle les ouvriers et les paysans participaient. Maintenant, ce que j'appelle la néo-République, c'est l'appropriation de tout ce bagage historique prodigieux de la France par une moitié de la société seulement, c'est-à-dire les classes moyennes et supérieures. » Un constat que Manuel Valls formule de son côté avec ses mots, le 20 janvier, en évoquant un « apartheid territorial, social » et même « ethnique » qui serait à l'œuvre, selon lui, dans la société française. Mais la formule choc ne fait pas illusion. Pour le porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles, impossible de ne pas interroger « les politiques et les choix à l'origine des "ghettos" » évoqués par le premier ministre : « Quand il n'y a plus ni l'emploi, ni les services publics, ni le maillage associatif, [...] quand les engagements sur les priorités — à la jeunesse, au vivre ensemble — sont trahis pour une politique "pro-business", alors on a envie de dire au premier ministre : maintenant, agissez ! »

Voilà résumé tout le grand écart de ce pouvoir qui n'a de cesse d'en appeler aux « valeurs de la République », mais qui, dans les faits, continue méticuleusement d'en saper les fondements

avec une politique qui tourne le dos à tous ses engagements. « Chaque mois, cette politique d'austérité affaiblit nos services publics, fragilise l'investissement, marginalise certains territoires, met en garde, le 11 octobre, le secrétaire général de Force ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly. Or, l'égalité républicaine, ce n'est pas l'égalitarisme, mais c'est maintenir un minimum d'égalité de droits entre tous les citoyens et toutes les citoyennes sur l'ensemble du territoire ! [...] L'austérité est trois fois suicidaire. Socialement parce qu'elle remet en question les droits, économiquement parce qu'elle plante la croissance, démocratiquement parce qu'elle alimente les mouvements du rejet de l'autre. »

Cette tentation du rejet, mais aussi la captation du mot République pour mieux en travestir les valeurs progressistes quand celle-ci ne tient plus ses promesses, assurent le succès du vote Front national aux départementales de mars et aux régionales de décembre, dans un singulier retournement de sens. Car derrière les appels creux à l'unité nationale des dirigeants du pays, la référence à la République et le contenu qu'on lui donne restent un champ de bataille dans lequel la droite et le FN veulent jouer toute leur part. Avec son nom changé en « Les Républicains » (LR), l'ex-UMP donne le ton : « Nous serons “Les Républicains” avec toutes celles et tous ceux pour lesquels l'héritage de la civilisation chrétienne n'est pas une option », assène Nicolas Sarkozy sur Twitter, le 30 mai, au soir du congrès fondateur. D'emblée, la ligne est tracée : la laïcité est passée par-dessus bord, au profit d'une conception « identitaire » de la République ramenée aux prétendues « racines chrétiennes » de la France, qui a en vérité plus à voir avec l'Ancien Régime qu'avec l'héritage des Lumières et de la Révolution. Ce talent dans l'imposture n'est pas nouveau chez la droite sarkozyste, passée experte dans l'art de draper les références réactionnaires d'habits républicains, comme lors du débat avorté sur « l'identité nationale », en 2009, ou de l'invention du concept de « laïcité positive », en 2007, qui cachent mal une stigmatisation des musulmans.

Le discours du FN légitimé □ par les décisions de l'exécutif

Passé ces bornes, toutes les limites sont franchies, comme on l'a vu le 26 septembre avec la France pays « de race blanche » de la députée Nadine Morano, jamais exclue de LR. « C'est l'idée même d'une France tout à la fois État, peuple et nation, d'abord et avant tout politique, appuyée sur une histoire longue, faite d'apports multiples et orientée vers un projet à la fois émancipateur et unificateur, au-delà de toutes les différences qui la composent, qui est en train de se défaire sous nos yeux », commente alors Laurent Bouvet, de la Fondation Jean Jaurès.

Cette stratégie, destinée initialement à couper l'herbe sous le pied du FN, légitime en réalité ses thèses, et le crédibilise en retour. « Le FN peut économiser ses arguments xénophobes : ils lui sont fournis par les “républicains” sous les apparences les plus honorables », constate le philosophe Jacques Rancière, au lendemain des départementales. Mais dans cette affaire, le plus grave est que « depuis une vingtaine d'années, c'est de certains intellectuels, de la gauche dite “républicaine”, que sont venus les arguments au service de la xénophobie et du racisme », note le philosophe, qui pointe « le retournement de l'universalisme républicain en une pensée réactionnaire qui stigmatise les plus pauvres ». « Tous les idéaux républicains, socialistes, révolutionnaires, progressistes ont été retournés contre eux-mêmes. Ils sont devenus le contraire de ce qu'ils étaient censés être : non plus des armes de combat pour l'égalité, mais des armes de discrimination, de méfiance et de mépris. » Difficile de ne pas voir, en creux, le portrait de la politique de Valls dont l'inspiration puise ouvertement chez le gardien de l'ordre Clemenceau plutôt que chez Jaurès.

La devise de Valls : « Nationalité, patriotisme, frontières »

La boucle est bouclée quand, après le traumatisme des 130 morts du 13 novembre, François Hollande convoque le Congrès du Parlement, le 16. Il y annonce, dans un discours où il se réfère à non moins de sept reprises à la République, la constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité, reprise, pour cette dernière, d'une proposition de la droite et de l'extrême droite, ce dont le FN se félicite en promettant déjà de l'« appliquer plus largement » s'il parvient au pouvoir.

Le 27 mai, le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, taxait Nicolas Sarkozy de « faux républicain », en notant qu'« il dit liberté, autorité et mérite ». Sept mois plus tard, dans ses vœux au gouvernement, Manuel Valls énumère, le 4 janvier 2016, les « piliers qui fondent » à ses yeux la nation : « La nationalité, le patriotisme, nos frontières », sans mentionner la République. Il ajoute pourtant que cette « vision de la nation doit rassembler tous les républicains ». Et si c'était cela, finalement, l'unité nationale selon Valls : celle de « tous les républicains » qui ont oublié la République ? La vraie, celle « qui nous unit, (et qui) est le bien commun de tous les citoyens qui la composent », dicit l'historien Patrick Weil.

Macron persiste à lier « corporatisme » et terrorisme. Le 21 novembre, devant les Gracques, un club social-libéral, Emmanuel Macron avait pointé les « fermetures dans □notre économie » et « les corporatismes » comme un « terreau » du terrorisme. Sans le dire, Macron visait notamment les réglementations qui protègent les travailleurs en emploi stable, qu'il oppose à ceux qui n'en ont pas. Dans le Monde daté d'aujourd'hui, le ministre de l'Économie récidive, en appelant à une « recomposition politique » pour mener « des politiques courageuses » contre le « mal à l'intérieur de notre société ». « Les grandes coalitions se conduisent au moment de l'échéance présidentielle », dit-il. À bon entendeur...